

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : MARTY, André

Titre : Texte de soutenance, In *Crise rurale en milieu nord sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tombouctou, Mali 1975-1982, Thèse pour le doctorat d'Etat. Sociologie du développement*, pp. 1-9

Editeur : Université François Rabelais, Tours

Date : 1985

TEXTE DE SOUTENANCE

THESE D'ETAT

Université de Tours - 19 Juin 1985 -

Lorsque, pour la première fois, en 1964, je débarquai au Sahel Nigérien, j'entendais dire : "le pays n'est pas riche certes, mais il arrive à se nourrir". Ce jugement pouvait à l'époque s'appliquer à la plupart des jeunes nations au Sud du Sahara. Aujourd'hui, nous savons combien ces régions vivent plus que jamais sous le spectre de la dépendance alimentaire, de la désertification, du maldéveloppement, voire de la famine. L'histoire avancerait-elle à reculons ? "Chaque année qui passe, s'écrient certains, est préférable à la suivante".

Pour moi qui ai passé l'essentiel de ma vie professionnelle à oeuvrer au sein des zones Nord-Sahéliennes, les plus frappées de toutes, un constat aussi affligeant est un véritable défi. Tout ce que nous avons essayé de construire avec les partenaires africaines est-il voué à l'échec ? Sommes-nous seulement de naïfs défenseurs de causes perdues ou de malheureux Sisyphe condamnés à recommencer après chaque sécheresse, après chaque cataclysme ? Faut-il arrêter avec ce goût amer que donne le sentiment d'impuissance et d'inutilité ? Faut-il cesser de lutter ? Faut-il se taire ?

C'est avec ces questions que je suis rentré du Mali en juin 1982, après y avoir servi sept années consécutives, des années au demeurant passionnantes, au contact étroit avec les cadres et les paysans, avec les problèmes, avec l'action, avec cette réalité décapante, abrupte et sans fard qu'est la proximité du désert. Je suis rentré, en bref, avec la conviction d'avoir beaucoup appris mais en même temps de laisser une situation extrêmement aléatoire et fragile, ce que le retour de la sécheresse a hélas confirmé depuis.

J'ai pensé alors, fortement encouragé par plusieurs, dont certains d'entre vous, qu'il valait la peine de mêler l'écriture et la réflexion sur ce que je venais de vivre, de prendre du recul pour essayer, à partir de l'analyse d'un cas particulier, de comprendre un peu mieux les mécanismes généraux en oeuvre dans ce genre de situation.

Entreprise redoutable pour un "étudiant hors les murs" qui avait vécu de longues années loin des bibliothèques et dans des conditions où la concentration intellectuelle sur des ouvrages de fond s'avérait une véritable prouesse ! Il a donc fallu, en deux années, interpellier le chemin parcouru à l'aide de livres ou d'articles qu'il s'imposait de retravailler ou de travailler pour la première fois. Mais l'épreuve universitaire, en m'imposant la rigueur d'une démarche, c'est là un de ses mérites, m'a permis d'aller jusqu'au bout de la logique que je m'étais fixé au départ.

.../...

Entreprise redoutable également au niveau du style ! Habitué jusque-là à rédiger des notes ou des rapports de type administratif d'un genre impersonnel, je devais désormais m'efforcer de trouver un langage capable d'exprimer fidèlement ce que je vivais, c'est-à-dire une pensée en train de se forger elle-même. Pour traduire celle-ci, il était probablement inévitable que je ne conserve de nos méthodes d'enquête en Afrique ce tempo lent et quelque peu répétitif car cherchant à épuiser le contour des choses, pas à pas, au rythme des gens, à l'image de la spirale qui a besoin de mouvements concentriques pour se rapprocher de son but. Même si je n'y suis parvenu, je le sais, que de façon imparfaite, cette maturation de longue haleine m'aura fait au moins éprouver le besoin d'un langage limpide non pas seulement pour convaincre les autres et donner le goût d'être lu, mais peut-être avant tout pour m'exprimer à moi-même ce que je ressentais.

Les questions de forme sont inséparables du contenu et me conduisent, naturellement, à évoquer, ne serait-ce que de manière brève, l'architecture du texte. Le problème central est de savoir, dans quelle mesure une approche coopérative du type de celle pratiquée au Nord-Est Malien est susceptible de faire face à la crise vécue par le monde rural. Trois parties sont ainsi dessinées : après une analyse du caractère multiforme de cette crise, vient l'exposé de l'intervention coopérative elle-même suivi bien sûr d'un effort d'évaluation. Mais entre la crise et la structure coopérative, j'ai tenu à établir des passerelles ou mieux des correspondances sur un mode quadripartite. De même que la crise peut être analysée à travers l'enchaînement de quatre dimensions (le devenir des écosystèmes, de l'organisation technico-économique, des rapports sociaux internes à la paysannerie, des rapports de celle-ci avec l'extérieur), de même la coopérative peut se définir à travers quatre finalités : en tant qu'entreprise, elle se doit de concrétiser une véritable efficacité à la fois sur le plan écologique et sur le plan économique ; et en tant qu'association, elle se doit de réaliser la démocratie interne entre ses membres ainsi que l'autonomie vis-à-vis de l'environnement social.

C'est autour de cette ossature qu'a donc été édifié et achevé l'ouvrage voici quelques six mois. Depuis, j'ai eu à effectuer des missions dans plusieurs pays d'Afrique dont une en particulier au Mali où j'ai pu revoir les régions de Gao et Tombouctou après trente mois de séparation.

Aussi, me sachant aujourd'hui en présence d'aînés fortement expérimentés et fins connaisseurs de ces situations dont ils savent à l'avance qu'elles sont soumises à des fluctuations fréquentes, plutôt que de résumer un texte tel qu'il a été rédigé, je crois préférable d'explicitier le regard que je porte présentement sur lui, à l'occasion du recul offert par les circonstances.

Je le ferai en deux étapes. Je vais signaler, en un premier temps, les limites ou les faiblesses que je ressens auprès de certaines analyses ou formations. Ensuite, je voudrais essayer de vous faire partager ce que, à la suite de François RABELAIS dont je m'honore d'être dans les murs de l'université qui porte son nom, on est en droit d'appeler "la substantifique moelle" à laquelle je tiens pour ma part toujours autant.

.../...

Commençons donc par recenser les insuffisances. Outre quelques fautes de frappe qui ont résisté à plusieurs relectures et un tramage hélas déficient des illustrations, je retiendrai surtout quatre points au tableau des manques.

Et d'abord à propos des rôles respectifs de l'homme et du climat dans le processus de désertification. Je maintiens toujours que l'élément anthropique a joué et continue à jouer un rôle de premier plan dans la détérioration des conditions naturelles au Sahel. Nul doute : avec un autre type d'exploitation des ressources, les variations de la pluviométrie pourraient être moins ressenties. Cependant, chose apparemment jamais vue, il se trouve que la série d'années sèches s'élargit en s'aggravant, les trois derniers hivernages étant très nettement déficitaires. En ce moment même, la situation est catastrophique : réserves épuisées, greniers vides, bétail à nouveau décimé, pêcheurs pour la première fois aux abois devant des filets quasiment vides, exode massif vers les villes et les centres de distribution, maladies de la faim, taux de mortalité accru.

D'un point de vue scientifique, de nombreux climatologues estiment n'être pas en mesure de démontrer une péjoration certaine du climat, les séries d'observation étant trop courtes. On est en droit cependant, aujourd'hui, de se demander si un point de non retour (par rapport à une ancienne normale), déjà redouté par beaucoup et dont j'ai d'ailleurs repris l'idée (page 144) n'est pas désormais atteint : à force de surexploiter, n'est-on pas en train de modifier les conditions -fort complexes- de fonctionnement des lois de la pluviométrie ?

La sociologie ne peut guère répondre à la place des climatologues mais elle doit au moins insister pour que l'interrogation soit encore une fois reprise à la lumière du nouveau drame que vivent les pays du Sahel. De toute manière, même s'il devait s'avérer qu'un recul des isohyètes ait atteint un stade d'irréversibilité, cela ne voudrait pas signifier qu'il faille baisser les bras. Au contraire, un tel constat devrait mobiliser de nouvelles analyses et stratégies de sauvegarde d'un patrimoine fortement réduit, afin que soient évitées d'autres dégradations par la faute des hommes. En attendant, et c'est le sens de la nuance introduite, continuer à parier sur la seule hypothèse des fluctuations interannuelles ne suffit plus.

Une deuxième remarque porte sur l'attitude adoptée vis-à-vis des systèmes de production en place. J'ai beaucoup insisté au chapitre III sur les variations des pratiques pastorales, agricoles et piscicoles. Je ne regrette certes pas cet effort déployé à refléter l'extrême profusion des formes d'adaptation à un environnement notoirement contraignant. Cependant, lors de mon dernier voyage au Mali, au contact des hommes confrontés chaque jour à une aggravation incontestable de leurs conditions d'existence, j'ai dû me rendre à l'évidence. Affirmer, comme je l'ai fait, que les structures productives ont atteint leurs limites et n'assurent pas présentement la simple reproduction des individus (page 204) n'est pas suffisant. Une telle assertion, en effet, laisse supposer qu'avec le retour de la pluie et une politique beaucoup plus rigoureuse, on pourrait leur redonner vie et force sinon au moins colmater les fissures pour assurer un fonctionnement plus régulier et assez proche somme toute de celui d'hier.

.../...

Je pense aujourd'hui qu'il ne faut plus se contenter d'une telle supposition. Il faut aller plus loin et oser avancer cette autre hypothèse : les systèmes de production dont beaucoup d'entre nous avons été les fervents défenseurs, convaincus que nous étions de leurs qualités propres et de leur rationalité interne et pour lesquels une très longue histoire a prouvé la capacité de résistance sont condamnés. La rationalité, en effet, ne peut pas s'apprécier seulement en fonction de la simple logique des mécanismes internes, mais tout autant de la manière dont sont relevés les défis externes quand l'environnement climatique, politique et économique change de façon substantielle.

Pour être concret, revenons encore une fois au climat : si la pluie persiste à ne pas venir, comme c'est le cas en 1984 - 1985, il faut cesser de raisonner et de planifier comme si elle allait enfin arriver. Les hommes ne peuvent plus se contenter de fixer les nuages et d'attendre de ces derniers qu'ils veuillent bien déverser la pluie salvatrice. On doit désormais agir avec l'éventualité d'une poursuite de la sécheresse, même si, et surtout si, de temps à autre, un ciel plus clément parvient à rafraîchir la terre en abondance.

Au niveau des priorités d'action, cela signifie un appui concentré et résolu à la mise en place, là où les conditions techniques et sociales sont réunies, de véritables pôles de résistance à des sécheresses répétées. Si la pluie vient, tant mieux ! Mais qu'elle vienne ou qu'elle ne vienne pas, on prend les dispositions pour sécuriser les productions (irrigation céréalière, fourragère, pisciculture, etc...). Sur des surfaces obligatoirement réduites, à l'image des oasis sahariennes, on se résout à faire de l'intensif tout en veillant au maintien de la fertilité des sols. De tels aménagements seraient donc avant tout des zones de sécurité mais ne pouvant manifestement pas être exclusifs d'autres modes d'exploitation plus extensifs, il reste à faire en sorte qu'ils soient pour ces derniers des terrains de repli assurés en cas de crise extrême mais aussi des tremplins privilégiés si les conditions s'améliorent.

La plupart de ces éléments d'analyse et de propositions figurent déjà dans mon texte. Mais au moment où j'écrivais il me manquait ce nouveau contact avec le terrain pour dégager ce que j'appellerai une synthèse opérationnelle : il ne faut plus se satisfaire des anciens systèmes de production, il faut en créer de nouveaux.

Les deux dernières remarques critiques concernent plutôt des chantiers de réflexion à peine ébauchés dans mon ouvrage et sur lesquels il conviendrait à l'avenir d'apporter une attention plus soutenue.

L'une d'elles vise l'approfondissement du rapport ville - campagne. Celui-ci figure certes aux côtés de l'Etat et du marché au sein du triptyque des forces qui dominent la paysannerie. Elle y est notamment présentée comme le lieu par excellence du pouvoir et de l'argent. Mais bien d'autres aspects mériteraient une analyse plus fouillée tel cet afflux tout à fait gigantesque, à l'occasion du retour de la sécheresse, des ruraux en direction des agglomérations, ce qui ne va pas manquer de soulever des problèmes aigus d'adaptation et d'absorption. Il en est de même de la propension récente mais très forte des nomades vers le modèle urbain et la sédentarisation sans que les mesures d'accompagnement sur les plans de la protection écologique et de la sécurité des revenus soient réellement prises en compte. Ces

.../...

exemples démontrent, par leur caractère brûlant et massif, la nécessité de se pencher, beaucoup plus qu'il ne m'a été possible de réaliser à partir des matériaux dont je pouvais disposer, sur les transformations à la fois qualitatives et quantitatives des relations entre la brousse et les villes.

La dernière remarque porte sur la place des plus réduites réservée ici mais aussi dans la plupart des travaux de recherche-développement aux aspects culturels. Je l'ai d'ailleurs signalé en conclusion (p.786). Je voudrais dire combien notre littérature est terriblement pauvre dans ce domaine. Il ne suffit pas, en effet, de fournir quelques citations. Il faudrait être en mesure de les traiter de façon beaucoup plus systématique tout en les situant dans le contexte qui les a produites. On ne peut pas, en vérité, agir de façon pleinement valable avec les ruraux si on n'arrive pas à appréhender correctement la manière dont ils expriment, souvent avec finesse, leur situation dans un monde qui change. Et même si leur formulation ne correspond pas à nos canons habituels, nous devons nous rappeler que cette conception fait partie intégrante de la réalité. Et ceci s'avère d'autant plus important que la crise s'aggrave et que les gens ont un besoin impérieux de se raccrocher à une identité. L'intérêt suscité par l'alphabétisation en langues maternelles s'explique en partie de la sorte. N'est-ce pas aussi dans ce cadre qu'il faut situer les nouveaux mouvements islamiques qui pointent au Sud du Sahara ?

Je pense que si nous sommes si pauvres pour traiter les "discours paysans", c'est que nous manquons cruellement de méthodes et d'outils adéquats et en premier lieu probablement de cette étude des langues qui devrait être une des bases pour l'action. L'espoir dans ce domaine, comme dans bien d'autres, se porte évidemment sur nos collègues africains certainement les mieux placés pour apporter les correctifs et les réorientations qui s'imposent. L'important, en attendant, et ce n'est pas si mal je crois, est d'être persuadé qu'une telle indigence réduit de façon sensible la portée de nos analyses.

Après la série des limites, il nous reste à passer en revue les thèmes auxquels je suis le plus attaché et qui, selon moi, constituent fameuse "substantifique moelle". Volontairement, j'ai voulu ici aussi en rester à un quatuor ce qui, je dois le reconnaître, n'est pas allé sans quelques déchirements au niveau de la sélection.

Pour le premier point, je rappellerai que ce travail est un effort pour rendre compatible chez le même individu l'oeuvre du chercheur avec celle du praticien ; ou, ce qui revient au même, l'appréhension correcte d'une réalité sociale globale (un monde rural et son environnement en mutation) avec la nécessité de déboucher sur l'action concrète et durable. Cela revient à préconiser une alliance intime et permanente de la complexité avec l'action. Mis en situation d'analyser, je dois essayer de comprendre le maximum de choses, de pénétrer le plus possible dans la connaissance des phénomènes, donc de les identifier, de les mesurer, de les hiérarchiser, de les interpréter dans un mouvement qui embrasse à la fois leur diachronie et leur synchronie sachant que parfois certains détails, certaines incises de phrases sont capables d'apporter une lumière toute fraîche capable d'enrichir, voire même de renouveler le processus d'exploration. Parallèlement, mis en situation d'agir, je ne dois pas oublier que ma mission au contact de

.../...

paysans aux prises avec d'innombrables difficultés et se plaignant souvent à juste titre, d'études sans aucune suite pratique, est de mettre en oeuvre, dans des délais assez rapides une stratégie cohérente d'actions qui intègre les échelles de temps, d'espace sans oublier les divers groupes sociaux en présence.

"C'est décidément beaucoup à la fois" me dira-t-on. Assurément ! mais n'oublions pas que nous oeuvrons dans un contexte de crise extrême qui requiert, comme l'étymologie du mot nous le rappelle, des décisions et donc au préalable des propositions. Je vous concéderai que faire des propositions concrètes apparaît comme une aventure des plus risquées si on établit une comparaison avec ces études de longue durée, souvent de grande qualité car véritablement peaufinées mais dont la finalité n'est pas précisément de déboucher sur des opérations précises. Cependant, un élément m'a toujours rassuré : c'est que ces propositions se déroulent dans un cadre coopératif où elles sont nécessairement discutées, revues, rejetées, adoptées, éventuellement ajournées pour examen complémentaire.

Aussi ce qui apparaît comme une tâche inconciliable (le fait de joindre l'appréhension de la complexité du réel et l'aptitude à passer à l'action), devient non seulement possible mais est reconnu obligatoire. Et après ces années de Sahel, je suis convaincu que les sciences sociales du développement ont un rôle irremplaçable à jouer dans le devenir de la recherche africaine. En effet, à l'analyse ex ante, elles sont capables d'adjoindre des dispositifs de suivi et d'évaluation dont les fruits recueillis peuvent démontrer les réactions réelles des divers groupes sociaux et valent bien, à ce titre, les enquêtes menées hors de toute entreprise de développement. On peut regretter seulement que cette recherche appliquée ne soit pas toujours reconnue à sa juste valeur par les milieux autorisés, c'est-à-dire comme un complément indispensable de la recherche fondamentale.

Le deuxième thème, quant à lui, réside dans l'attachement aux zones excentrées. Quand je dis "excentrées", il s'agit moins de l'éloignement par rapport à la capitale du pays qu'à l'égard des grands pôles économiques (centres industriels ou commerciaux, zones de cultures d'exportation, etc...). C'est dire que les enjeux y sont réduits et se traduisent par la faiblesse des capitaux investis. Il faut ajouter aussi le très faible intérêt manifesté par les milieux de la recherche scientifique et technique, ce qui est, soit dit en passant, totalement en contradiction avec l'importance stratégique de ces immenses étendues qui, de par leur situation géographique, doivent absolument jouer un rôle clé dans la lutte contre la désertification de l'Ouest Africain.

Ce sont justement ces régions qui souffrent le plus des aléas climatiques et des chutes vertigineuses de production. En outre, elles sont caractérisées par deux modes de vie : deux manières d'occuper l'espace, en effet, s'y retrouvent côte à côte de manière inextricable, en concurrence mais aussi, on l'oublie trop souvent, en complémentarité : les nomades et les sédentaires.

A une époque où les sociétés nomades subissent au plus haut degré et de plein fouet le démantèlement de leurs structures, mis d'ailleurs un peu trop rapidement au compte de leur archaïsme, il importe que l'approche du développement dépasse les préjugés, les visions étroites,

.../...

parfois sentimentales, parfois ethnocentriques, souvent bureaucratiques pour aborder les problèmes agro-pastoraux en termes de système rural global, ou, ce qui revient au même, en termes d'équilibre régional. De la sorte, chaque communauté en place doit pouvoir être reconnue dans ses capacités de production, ses droits fonciers et son apport original à l'ensemble. Cette nouvelle perspective, amorcée dans le Nord-Est Malien est la seule aujourd'hui qui me paraît pouvoir réaliser une intégration digne de ce nom pour des communautés que l'évolution tend à marginaliser alors qu'elles sont bien souvent les seules à pouvoir mettre en valeur ces immensités semi-désertiques.

On me permettra d'ajouter, à l'encontre du relatif désintérêt affiché à leur égard, que les populations Nord-Sahéliennes, pastorales et agricoles, déploient en ce moment, de façon inattendue, une capacité à innover et à s'adapter qui pourrait bien aboutir à ces fameux systèmes de production plus intensifiés que beaucoup préconisent et qui tardent à voir le jour dans les zones moins perturbées. Ce ne serait pas la première fois que l'espoir naît de la catastrophe.

Pour le troisième point, je me tourne vers un passé lointain, vers le Maghrébin Ibn Khaldun qui nous offre la notion d'asabiya. Certains verront là une simple diversion d'esprit en mal d'exotisme. Personnellement j'y trouve, depuis la lecture du livre d'Yves Lacoste voici une douzaine d'années, une tentative d'explication de la crise des sociétés et de leurs difficultés à la fois à rester elles-mêmes et à se transformer.

A l'origine, "l'esprit de corps" (c'est une des nombreuses traductions du terme arabe) soude les membres d'une tribu autour de son chef avec une telle force qu'il lui permet d'aller de conquête en conquête. Mais peu à peu, le chef et son propre entourage ont tendance à contracter des alliances d'une autre nature, à transformer la vie rude du désert en vie mondaine dans les villes, à se couper de la base sociale qui a fait leur fortune, en un mot à trahir l'asabiya. Et c'est là qu'une tension dialectique est créée entre des intérêts différents, l'aristocratie ne pouvant se passer de sa base populaire pour se reproduire et en même temps tentée par d'autres modes d'enrichissement de type plus individualiste. Cette contradiction finit par entraîner la stagnation puis le déclin de l'ensemble au profit d'autres groupes qui, à leur tour, recommenceront le même processus.

C'est évidemment le stade de la tension maximale qui m'intéresse le plus car je le trouve d'une actualité stupéfiante. Ne sommes-nous pas, en effet, au niveau des chefferies rurales, en présence de cette même impossibilité à renoncer en dépit des évolutions récentes aux avantages d'un système fondé sur les prestations des sujets qu'une certaine redistribution permettait de légitimer ? Et tout autant ces mêmes aristocraties peuvent-elles prendre le risque de s'aliéner leurs ouailles pour accumuler sur leur dos d'une manière purement privative ?

Le caractère éminemment contemporain de l'asabiya c'est cet empêchement d'ordre structurel éprouvé par le groupe dirigeant pour rester en tant que groupe le véritable moteur du changement au sein des sociétés rurales. Et il n'est pas encore prouvé que les nouvelles élites en provenance des milieux d'affaires parviennent tout à fait à se détacher d'un modèle que j'appelle marchand-tributaire lequel constitue jusqu'à présent le creuset de toute l'organisation politique et économique.

.../...

La notion d'asabiya m'intéresse aussi car elle permet de dépasser la théorie de l'économie somme seul principe explicatif de l'évolution des sociétés humaines. Il s'agit plutôt d'un phénomène social global où les composantes politiques et économiques sont étroitement liées, ce qui me paraît être plus en conformité avec une réalité empreinte de complexité.

L'asabiya permet enfin, et ce n'est pas le moindre de ses atouts, de dépasser une conception purement événementielle, à court terme, pour resituer la crise actuelle dans cette "longue durée" dont parle Fernand BRAUDEL. C'est dire que la sociologie du développement ne peut aucunement se passer de l'histoire.

Il reste un quatrième et dernier thème. Mais c'est le plus important puisqu'il s'agit de l'interrogation centrale de cette thèse : que représente, en définitive, l'approche coopérative pour faire face à une crise dont nous mesurons mieux à présent la profondeur et la densité ?

Il est évident qu'en raison de la place des plus modestes qu'il occupe souvent sur l'échiquier politique et économique, le mouvement coopératif même rénové ne joue qu'un rôle des plus limités. Aussi n'apporte-t-il tout au plus qu'une atténuation des effets les plus pervers ! Mais si nous reprenons les principales manifestations de la crise, c'est-à-dire la détérioration écologique, la destruction économique, la difficulté à secréter une base sociale porteuse d'avenir pour l'ensemble de la société, le renforcement de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, nous nous apercevons, grâce aux leçons puisées à Gao et Tombouctou qu'il a au moins l'avantage de la cohérence. Les autres formules, quoique beaucoup plus puissantes, ne parviennent pas jusqu'à présent à faire mieux : ni l'étatisation, ni la privatisation des intérêts, la première à cause de ses contradictions et de sa lourdeur, la seconde à cause de son individualisme forcené n'arrivent pas à secréter de façon convaincante des signes d'espoir pour la grande majorité. Or, si on veut populariser la conscience écologique et l'apprentissage de la gestion au développement, si on pense que la prise d'initiatives suppose un champ social plus démocratique et doté de marges d'autonomie suffisantes, la valorisation des solidarités de base s'impose.

Et c'est ici évidemment que se situent les plus grands défis lancés au mouvement coopératif. Celui-ci saura-t-il se libérer de la part de son héritage qui pour des raisons historiques en a fait un outil du pouvoir d'Etat au lieu d'être une émanation d'en bas ? Saura-t-il résister aux pressions extrêmement fortes de l'environnement qui pousse ses propres leaders à le récupérer à des fins politiques ou même parfois purement privées ? Saura-t-il enfin prendre en compte les changements techniques et sociaux en cours, s'identifier aux regroupements d'hommes et de femmes, de jeunes et d'adultes porteurs de progrès et les consolider ?

Une telle adaptation sera grandement facilitée si, au sein des appareils de promotion paysanne, se fortifie le courant de ceux qui proches des intérêts ruraux cherchent, au besoin épaulés par des organismes extérieurs, à diminuer les pressions de tous ordres qui pèsent sur le dos de la campagne. Nul doute que ce serait là le soutien le plus sûr à ces initiatives encore fragiles visant une sécurisation renforcée : premier pas en direction de ces nouveaux systèmes de production nécessaires désormais à la survie du Sahel.

.../...

Malgré ses limites et ses ambiguïtés, l'intérêt de l'expérience malienne est justement de montrer que les organisations paysannes ne sont pas nécessairement de simples reflets d'un environnement contraignant mais qu'elles peuvent aussi, à la faveur du jeu des contradictions en présence, ouvrir des "brèches" en vue d'un avenir autre.

Une telle perspective, ce sera la remarque finale, n'est réaliste que si l'approche coopérative sait dépasser les dogmes figés, les modèles intouchables, les recettes toutes faites au profit de la discussion des problèmes, d'un certain tâtonnement des réponses tout en restant en permanence critique vis-à-vis d'elle-même. Autrement dit, si elle sait créer sa propre maïeutique et si elle devient une véritable recherche. Dans ces conditions, n'est-ce pas ? elle vaut la peine que nous soyons nombreux à lui consacrer encore beaucoup d'énergie.